

Séance du Grand Conseil

Mardi 23 avril 2013

de 9 h.30 à 17 h.00

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
 OA+M = objet adopté avec modification
 RET = objet retiré
 REF = objet refusé
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat
 RENV-COM = objet renvoyé en commission
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Les points 3 à 6 seront traités à 14h.

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	Communications			
	2.	Dépôts			
	3.	(13_HQU_AVR) Heure des questions du mois d'avril 2013, à 14 heures	GC		
	4.	(12_INT_053) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Nicolas Rochat Fernandez et consorts - Lignes TGV de l'Arc jurassien : nouvelles menaces ?	DIRH.		
	5.	(13_POS_029) Postulat Jacques-André Haury au nom de la commission de haute surveillance du Tribunal cantonal demandant la délégation aux notaires de compétences non contentieuses en matière successorale relevant actuellement des juges de paix (Développement et demande de prise en considération immédiate)			
	6.	(13_MOT_022) Motion Pierre Grandjean et consorts demandant de rééquilibrer les flux financiers entre le canton et les communes par le biais d'une modification de la répartition de la couverture des coûts de l'AVASAD (Développement et demande de prise en considération immédiate)			
	7.	(13_INT_121) Interpellation Catherine Labouchère - Travaux CFF à la gare de Lausanne : prévenir plutôt que guérir			
	8.	(13_POS_030) Postulat Rebecca Ruiz et consorts demandant de renforcer l'aide aux victimes (Développement et demande de renvoi en commission avec plus de 20 signatures)			
	9.	(GC 055) Demandes de grâce de MP, RKF, LB	GC		
	10.	(38) Exposé des motifs et projet de décret accordant la garantie de l'Etat pour des crédits hypothécaires d'institutions reconnues d'utilité publique accueillant des personnes adultes en situation de handicap ou en grandes difficultés sociales et des mineurs placés par le Service de protection de la jeunesse (1er débat)	DSAS.	Grognuz F.	

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
 OA+M = objet adopté avec modification
 RET = objet retiré
 REF = objet refusé
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat
 RENV-COM = objet renvoyé en commission
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	11.	(11) Exposé des motifs et projet de décret accordant un crédit d'investissement de CHF 170 mio destiné à financer la construction d'un hôpital des enfants au coeur de la Cité hospitalière (1er débat)	DSAS.	Roulet C.	
	12.	(11_INT_635) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Vuillemin à propos d'une chicagerie faisant obstacle au placement de personnes âgées nécessitant des soins, à l'hôpital du SUPAA de Cery - "La chicagerie administrative à l'épreuve de la Démence"	DSAS.		
	13.	(12_INT_067) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Claude-Alain Voiblet - La LAMal n'est pas la carte de crédit du Conseil d'Etat vaudois !	DSAS.		
	14.	(12) Programme de législature 2012-2017 et planification financière	DSAS	Sordet J.M.	
	15.	(11_INT_585) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Montangero - Le canton de Vaud ne devrait-il pas pousser la Romande Energie à tirer la prise boursière ?	DSE.		
	16.	(11_INT_604) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Régis Courdesse concernant la mise en oeuvre de la rétribution à prix coûtant (RPC) vaudoise	DSE.		
	17.	(12_INT_054) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Ducommun - Fraudes dans l'obtention de documents provenant du SAN	DSE		
	18.	(12_INT_050) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Grégory Devaud - Payés à ne rien faire !	DSE.		
	19.	(12_INT_075) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation François Brélaz - Gitans étrangers : A propos de réponses du Conseil fédéral qui concernent aussi le canton	DSE		
	20.	(12_PET_003) Pétition pour l'aménagement par le canton de Vaud de terrains de stationnement pour les gens du voyage indigènes, en vertu de la reconnaissance par la Confédération de leur communauté au titre de minorité ethnique nationale	DSE	Aellen C.	
	21.	(12_MOT_005) Motion Mathieu Blanc et consorts pour l'adoption de dispositions légales relatives à des mesures d'éloignement afin que les citoyens se réapproprient le domaine public	DSE, DINT	Pernoud P.A. (Majorité), Chollet J.M. (Minorité)	

Séance du Grand Conseil

Mardi 23 avril 2013

de 9 h.30 à 17 h.00

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
 OA+M = objet adopté avec modification
 RET = objet retiré
 REF = objet refusé
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat
 RENV-COM = objet renvoyé en commission
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	22.	(12_POS_004) Postulat Jacques Haldy et consorts pour alléger et faciliter les procédures de construction	DINT	Golaz F.	
	23.	(12_INT_068) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Michel Miéville - L'avocat d'Helvetia Nostra a-t-il également déposé des requêtes d'effet suspensif ou fait opposition à des projets de construction dans le canton de Vaud au nom de voisins sans en avoir le mandat ?	DINT		
	24.	(12_INT_074) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Frédéric Borloz - Combien de fausses oppositions pour de vrais projets ?	DINT.		
	25.	(11_MOT_163) Motion de la Commission de haute surveillance du Tribunal cantonal (CHSTC) visant à confier à dite commission la haute surveillance sur le Ministère public	DINT	Mattenberger N.	
	26.	(12_MOT_011) Motion Raphaël Mahaim et consorts pour une autorité indépendante de (haute) surveillance de la justice et du ministère public	DINT	Mattenberger N.	
	27.	(12_POS_008) Postulat Marc-Olivier Buffat et consorts en vue d'une modification de l'art. 162 de la Loi sur le Grand Conseil et pour une clarification de la procédure de réélection des Juges cantonaux, respectivement des Juges cantonaux suppléants et du Procureur général	DINT	Mattenberger N.	
	28.	(12_POS_006) Postulat Raphaël Mahaim et consorts pour un site unique du Tribunal cantonal	DINT	Vuillemin P.	

Secrétariat général du Grand Conseil